



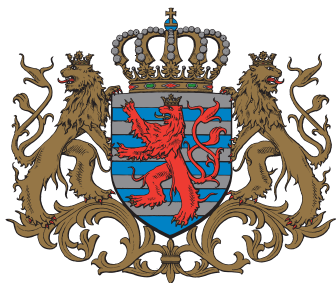
LA JUSTICE

Grand-Duché de Luxembourg



La justice en chiffres

2017



LA JUSTICE

Grand-Duché de Luxembourg



La justice en chiffres

2017

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| Préface | 5 |
| I. A la une: Les juridictions de l'ordre administratif | 7 |
| II. La justice – organisation, budget et administration | 17 |
| A. Organisation de la justice | 17 |
| B. Budget de la justice – juridictions judiciaires et juridictions administratives | 18 |
| C. Personnel de la justice | 19 |
| III. Cour constitutionnelle | 21 |
| IV. Cour supérieure de justice et Parquet général . | 23 |
| A. Cour de cassation | 23 |
| B. Cour d'appel | 25 |
| C. Parquet général | 26 |
| V. Conseil supérieur de la sécurité sociale | 33 |
| VI. Parquets et tribunaux d'arrondissement | 35 |
| A. Parquets | 36 |
| B. Tribunaux d'arrondissement | 38 |
| VII. Justices de paix | 51 |
| VIII. Cellule de renseignement financier | 55 |
| IX. Portail de la justice | 57 |
| Contact et informations | 58 |



Préface

Vous tenez en vos mains la deuxième édition de la brochure «La justice en chiffres». L'année passée nous avons annoncé notre volonté de relever le défi de contribuer à travers cette brochure à rendre la justice luxembourgeoise plus transparente, d'en améliorer la visibilité et la rapprocher du justiciable.

«La justice en chiffres 2016» a connu un franc succès auprès du public.

Les premiers 1.000 exemplaires étaient épuisés dans le court laps de temps de cinq semaines!

Nous continuons sur notre lancée et à l'instar de la première édition, la brochure 2017 contient les chiffres-clés actualisés de la justice luxembourgeoise ainsi que des explications succinctes sur son organisation et son fonctionnement.

La présente édition ne se résume cependant pas à un simple «copier-coller» de la précédente. Le premier chapitre, «A la une» est dédié, par exemple, aux juridictions administratives et il développe dans quels cas et sous quelles conditions les justiciables peuvent avoir recours tant au tribunal administratif, qu'à l'instance d'appel, qui est la Cour administrative. Un schéma illustre le parcours qu'une affaire peut prendre devant ces juridictions administratives.

Prenez votre temps pour découvrir à votre guise toutes les nouveautés et les chiffres actualisés de cette édition 2017.

Nous sommes confiants que chaque nouvelle édition de cette brochure va nous rapprocher de notre objectif, qui est celui de renforcer la confiance du citoyen envers la justice.

Francis DELAPORTE

*Président de la Cour
administrative*

Jean-Claude WIWINIUS

*Président de la Cour
supérieure de justice*

Martine SOLOVIEFF

*Procureur général
d'Etat*



Nouvel Hémicycle (« de klenge Kueb ») © C.Simon, 2018

I. A la une: Les juridictions de l'ordre administratif

Les juridictions de l'ordre administratif ont fêté en 2017 le 20^{ème} anniversaire de leur existence. L'article 95*bis* de la Constitution dispose, depuis la loi du 12 juillet 1996, que le contentieux administratif est du ressort du tribunal administratif et de la Cour administrative. Ces juridictions connaissent du contentieux fiscal dans les cas et dans les conditions à déterminer par la loi.

Le **tribunal administratif** (Verwaltungsgericht) est la juridiction de première instance. Elle est actuellement composée de 13 membres répartis en quatre chambres à trois juges. Le tribunal administratif siège en règle générale dans la composition collégiale de trois membres. Le président du tribunal est appelé à siéger comme juge des référés (Eilrichter), c'est-à-dire en tant que juge unique. Il peut prononcer l'effet suspensif d'un recours au fond jusqu'à ce que le tribunal ait statué sur le cas. Il peut encore prononcer des mesures de sauvegarde. Les ordonnances présidentielles ne peuvent pas être attaquées en appel. En règle générale, les jugements du tribunal pris en composition collégiale sont soumis à l'appel.

L'appel est porté devant la **Cour administrative** (Verwaltungsgerichtshof). Tout comme à ses débuts en 1997, la Cour est encore actuellement composée de cinq membres. La Cour statue en composition de trois membres et rend des arrêts qui sont définitifs, aucun recours en cassation n'étant prévu en la matière. La Cour administrative est ainsi la juridiction suprême de l'ordre administratif.

Les juridictions de l'ordre administratif connaissent d'abord du contentieux administratif, c'est-à-dire des recours formés par un administré contre des décisions administratives individuelles, qui affectent négativement la situation de cet administré.

Elles connaissent encore des recours contre des actes à caractère réglementaire, c'est-à-dire des règles générales mises en place par le pouvoir exécutif qui touchent immédiatement la situation d'un administré. Ces décisions et actes peuvent émaner d'une autorité administrative quelconque, qu'elle soit étatique ou communale y compris les établissements publics, qu'ils soient eux-aussi étatiques ou communaux.

En matière de contentieux administratif et en règle générale, les recours doivent être introduits par un avocat à la Cour.

Le contentieux administratif, tel que défini à l'article 95*bis* de la Constitution, ne comprend cependant pas toutes les décisions de l'administration.

Ainsi, par exemple, les décisions des organismes de sécurité sociale ne relèvent pas, en règle générale, de la compétence des juridictions de l'ordre administratif, mais de celle des juridictions sociales – Conseil arbitral de la sécurité sociale et Conseil supérieur de la sécurité sociale – tandis que les décisions de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines relèvent de la compétence des juridictions civiles (notamment des litiges relatifs aux droits d'enregistrement, droits de succession et à la TVA).

En effet, le contentieux fiscal est actuellement régi différemment selon la nature de l'impôt ou de la taxe, de telle sorte qu'essentiellement les décisions d'imposition de l'Administration des Contributions directes et la majeure partie des taxes communales relèvent de la compétence des juridictions de l'ordre administratif. Il s'agit surtout du contentieux relatif à l'établissement de l'impôt. Au contraire, le contentieux relatif à la perception et à l'exécution relève en principe également pour les impôts directs et les taxes communales de la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire.

Contrairement à la matière du contentieux administratif, les contribuables peuvent personnellement introduire un recours en matière fiscale devant le tribunal administratif en première instance, mais pas en instance d'appel devant la Cour administrative où, de nouveau, l'appel doit être introduit par un avocat à la Cour.

Les juridictions de l'ordre administratif sont compétentes pour tout le Grand-Duché. C'est pour cela qu'il n'y a qu'un seul tribunal administratif et une seule Cour administrative.

Le siège des juridictions de l'ordre administratif est à Luxembourg-Kirchberg dans le bâtiment Nouvel Hémicycle, encore appelé «*De klenge Kueb*». En principe, les audiences sont publiques.

Le spectre des décisions administratives et actes administratifs réglementaires est aussi large que le sont les champs d'intervention des autorités étatiques et communales. A titre d'exemple de cette diversité on peut citer les décisions en matière de permis de construire, de statut de réfugié, d'autorisation d'établissement, de classement en tant que monument

national, de prononcé d'une peine disciplinaire à l'égard d'un agent public, de fixation des traitements et indemnités des agents publics, d'élections communales, de référendum, etc.

Les juridictions administratives ont été dotées par la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives de règles strictes de dépôt des mémoires par les parties suivant des délais prévus sous peine de forclusion. Les délais sont *grosso modo* établis de telle manière que devant le tribunal, après le dépôt d'une requête comportant le recours, la partie défenderesse a trois mois pour répondre, tandis que le demandeur a un mois pour répliquer et le défendeur un mois pour dupliquer.

Devant la Cour administrative ces délais sont encore simplifiés en ce que sur le dépôt d'une requête d'appel, la partie défenderesse en appel, qui s'appelle l'intimé(e), a un mois pour répondre tandis que l'appelant a un mois pour répliquer et l'intimé(e) un mois pour dupliquer.

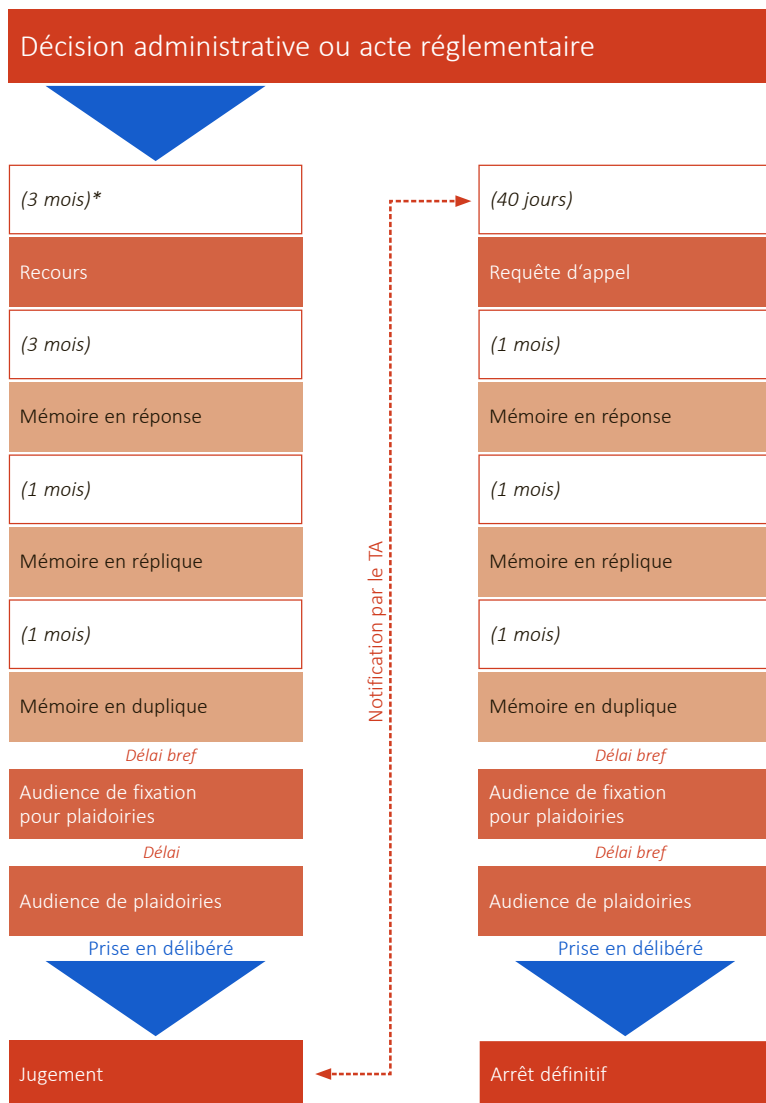
Ces délais d'instruction sont suspendus pendant la période du 16 juillet au 15 septembre, essentiellement dans l'intérêt bien compris des mandataires des parties. Les délais pour introduire un recours ou pour former appel (40 jours à partir de la notification du jugement) ne sont cependant pas suspendus pendant cette période. En conséquence de ces délais stricts, surtout la Cour administrative a toujours entendu veiller à une évacuation prompte des affaires lui confiées. Pour les dernières années judiciaires, ce délai a toujours pu être inférieur à 5 mois, toutes affaires confondues. Ce délai est calculé à partir du dépôt de la requête d'appel jusqu'au prononcé de l'arrêt par la Cour, c'est-à-dire pour l'entièreté de la procédure devant la Cour du début à la fin.

Toute la jurisprudence des juridictions administratives est publiée sur internet de manière anonymisée (www.justice.lu/fr/jurisprudence/index.html). Le lecteur intéressé peut y trouver tous les jugements rendus par le tribunal administratif depuis 1997, de même que tous les arrêts rendus par la Cour administrative depuis sa création à la même date.

Pour plus d'informations sur les juridictions de l'ordre administratif veuillez consulter le site internet www.justice.lu/fr/organisation-justice/juridictions-administratives/index.html

Le tableau synthétique ci-dessous marque les différentes étapes d'un recours déposé devant le tribunal administratif contre un acte administratif depuis son dépôt jusqu'à l'arrêt définitif de la Cour administrative.

Figure 1: Parcours d'un recours administratif



* le délai peut varier selon la matière

En termes de statistiques, le nombre des recours portés devant les juridictions de l'ordre administratif, du moins de manière globale, a essentiellement évolué à la hausse, surtout si on compare ce nombre à celui des affaires portées anciennement devant le seul juge administratif ayant pu être saisi avant 1997, c'est-à-dire le Comité du contentieux du Conseil d'Etat (Streitsachenausschuss des Staatsrats). Le tableau qui suit est appelé à illustrer cette tendance.

Figure 2: Conseil d'Etat – Comité du contentieux, évolution du nombre des affaires 1973-1996

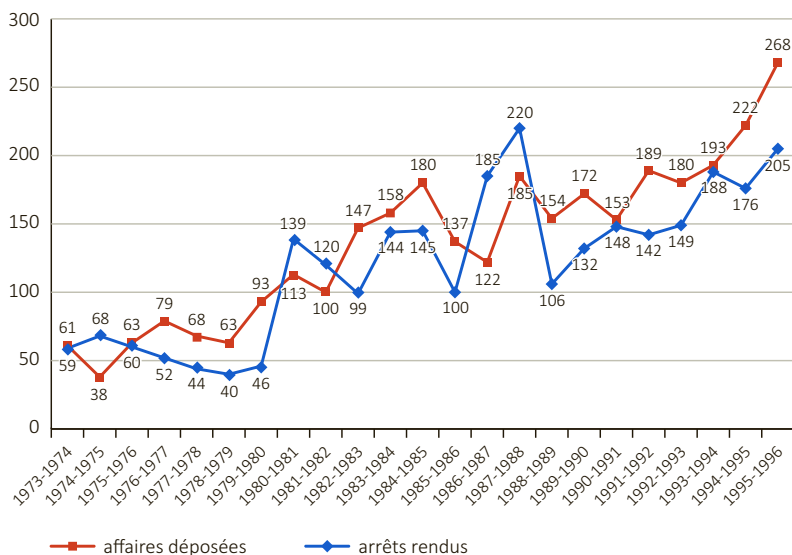


Tableau 1: Cour administrative – évolution des affaires enrôlées et prononcées pour l'année judiciaire 1997/1998 (1^{ère} année d'exercice) et les années civiles 2015 à 2017

Chiffres clés de la Cour administrative

| | 1997/1998 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------|-----------|------|------|------|
| Affaires enrôlées | 137 | 281 | 241 | 286 |
| Arrêts prononcés | 103 | 292 | 245 | 278 |

Tableau 2: Tribunal administratif – évolution des affaires enrôlées et prononcées pour l'année judiciaire 1997/1998 (1^{ère} année d'exercice) et les années civiles 2015 à 2017

Chiffres clés du tribunal administratif

| | 1997/1998 | 2015 | 2016 | 2017 |
|----------------------------------|-----------|-------|-------|-------|
| Affaires enrôlées | 459 | 1.281 | 1.183 | 1.213 |
| Jugements prononcés | 427 | 1.169 | 1.156 | 1.144 |
| Ordonnances de référé prononcées | – | 118 | 131 | 92 |



Figure 3: Tribunal administratif: évolution générale du nombre d'affaires nouvelles enrôlées, toutes matières confondues

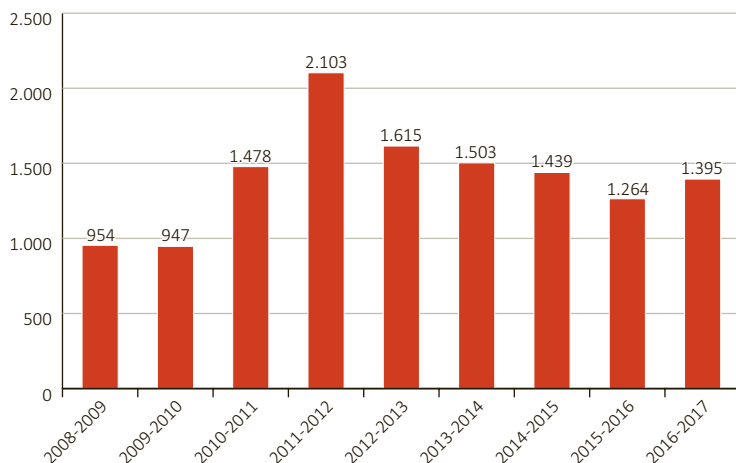


Figure 4: Tribunal administratif: pour les mêmes années, évolution des affaires jugées, y compris les jugements de radiation, toutes matières confondues

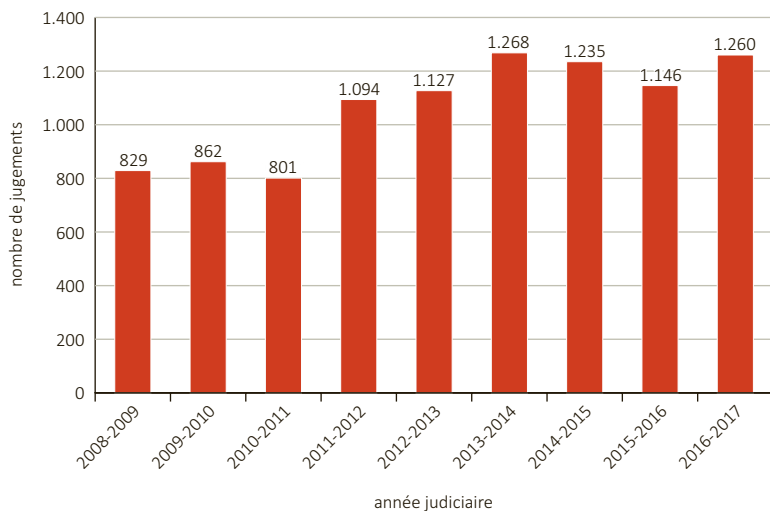


Figure 5: Evolution du nombre des jugements du tribunal administratif rendus pour les mêmes années dans la matière du droit des étrangers au sens large, y compris les jugements de radiation

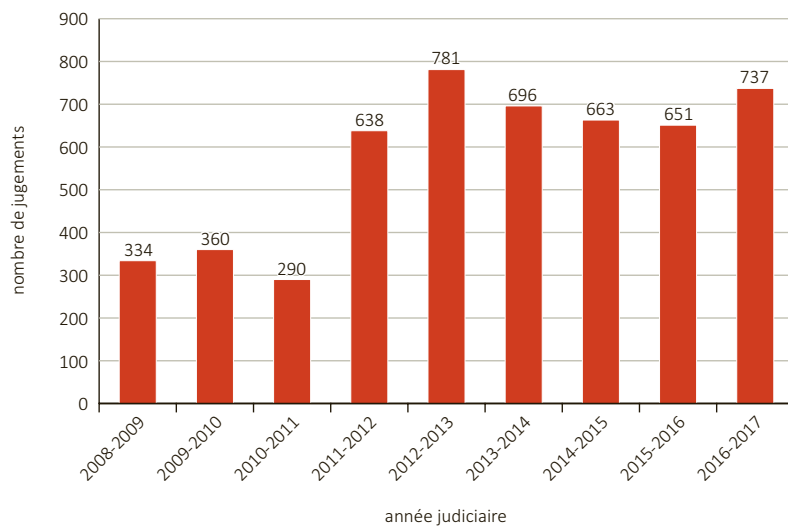


Figure 6: Evolution du nombre des ordonnances de référé administratif rendues par le président du tribunal administratif ou son remplaçant

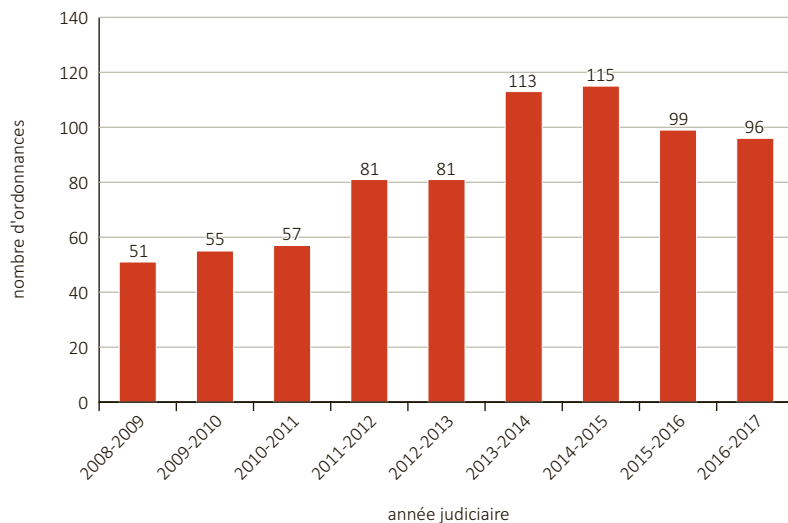


Figure 7: Cour administrative: nombre d'affaires enrôlées et prononcées pour quatre exercices représentatifs

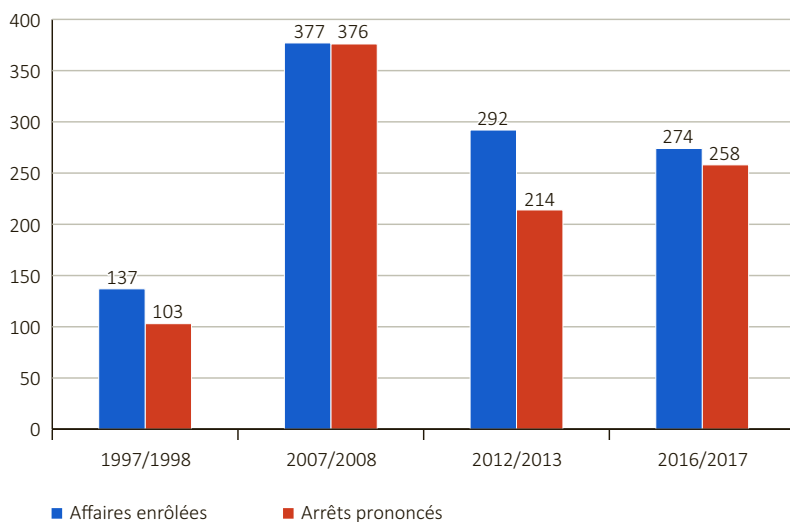
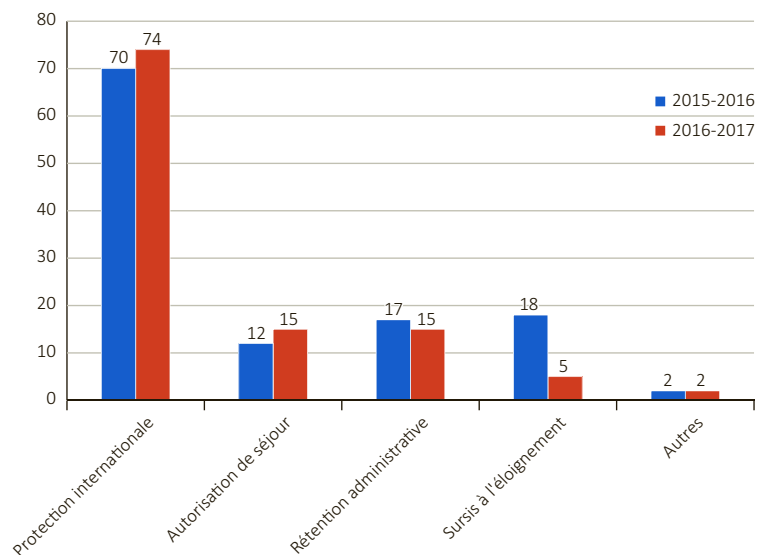


Tableau 3: Cour administrative – Relevé des affaires suivant les matières pour les deux dernières années judiciaires 2015-2016 et 2016-2017

| Ventilation par matières: | 2015-2016 | 2016-2017 |
|---|-----------|-----------|
| Matière fiscale: | 40 | 62 |
| Echange de renseignements: | 1 | – |
| Urbanisme: | 28 | 30 |
| Etablissements classés: | 2 | 3 |
| Autorisation d'établissement: | 1 | 4 |
| Statut des étrangers: | 119 | 111 |
| Fonction publique: | 23 | 19 |
| Travail: | 3 | 5 |
| Marchés publics: | – | 4 |
| Enseignement supérieur: | 12 | 9 |
| Environnement et protection de la nature: | 8 | 6 |
| Autres matières: | 32 | 21 |

Figure 8: Détail des affaires concernant le statut des étrangers¹

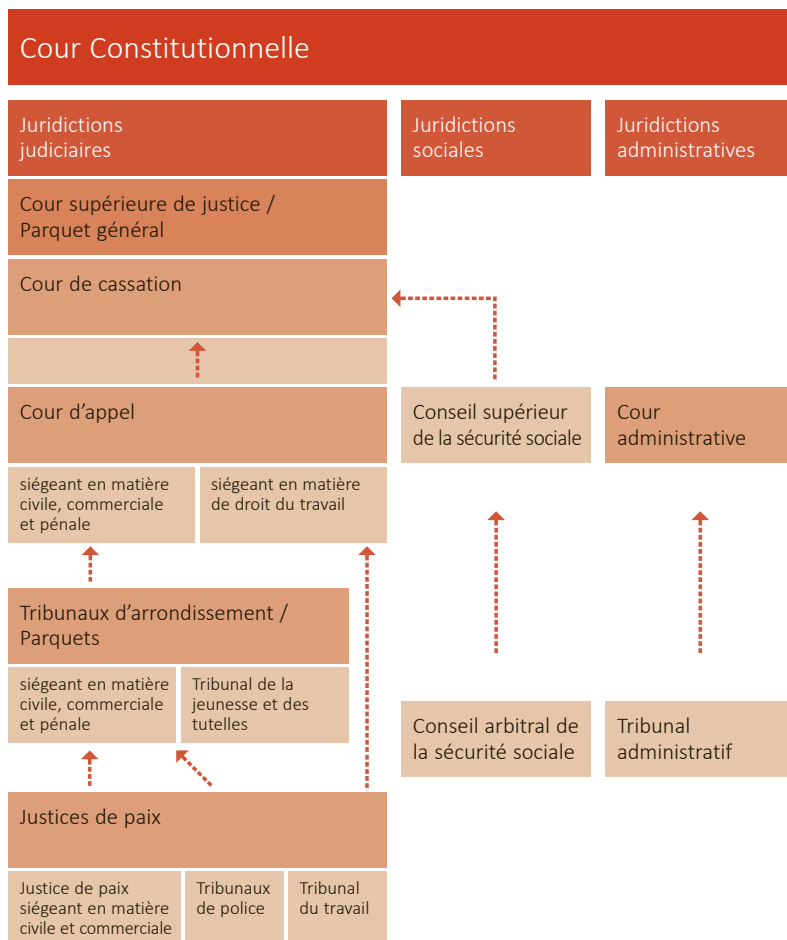


1 Pour ce qui est des statistiques relatives aux juridictions administratives, des informations supplémentaires peuvent également être trouvées dans le rapport relatif au fonctionnement des juridictions administratives au cours de l'année judiciaire 2016/2017 publié dans le cadre du rapport global du ministère de la Justice pour l'année 2017.

II. La justice – organisation, budget et administration

A. Organisation de la justice

Figure 9: Schéma de la structure des différentes juridictions



B. Budget de la justice – juridictions judiciaires et juridictions administratives²

Figure 10: Budget total des juridictions judiciaires (en euros)

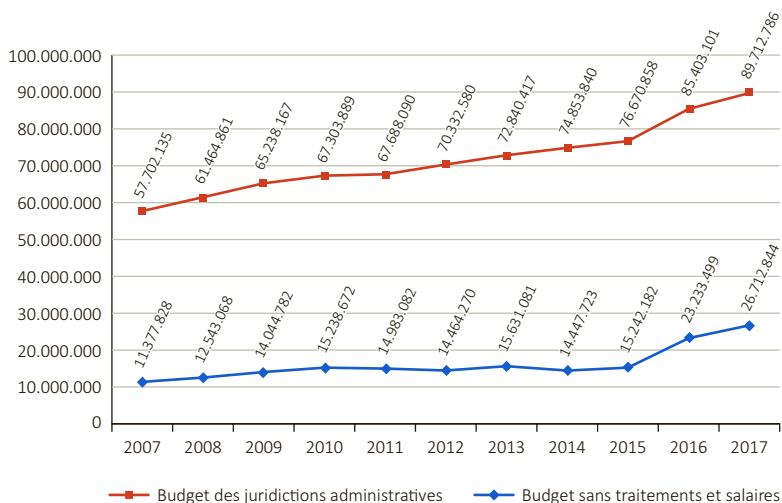
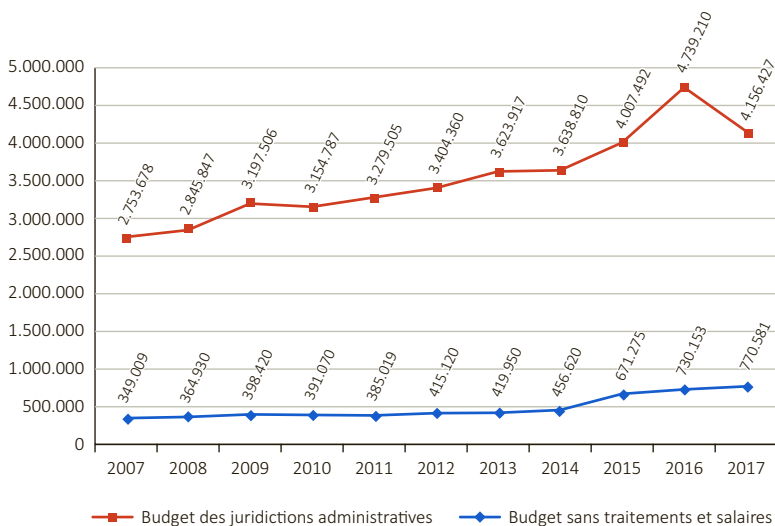


Figure 11: Budget total des juridictions administratives (en euros)



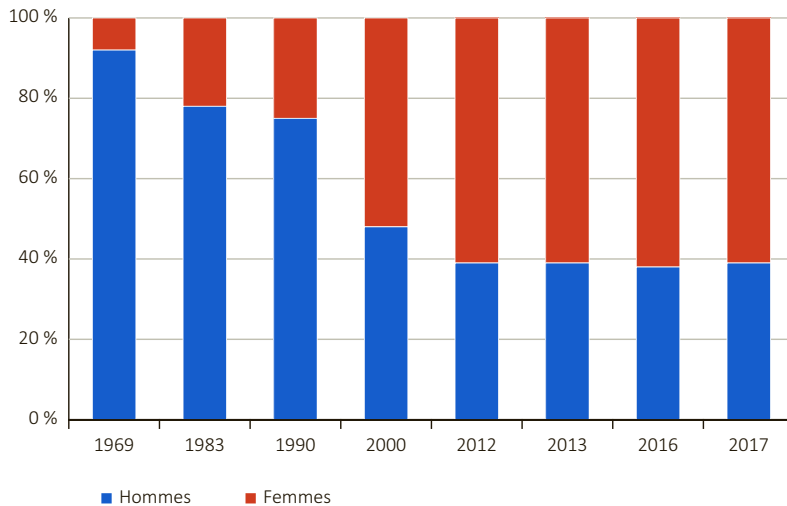
2 Tous les chiffres présentés ne prennent en compte que les dépenses courantes, à l'exclusion des dépenses d'investissement.

C. Personnel de la justice³

Tableau 4: Nombre de magistrats des juridictions judiciaires par sexe

| | Hommes | Femmes | Total |
|----------------------------|-----------|------------|------------|
| Cour supérieure de justice | 14 | 27 | 41 |
| Parquet général | 7 | 7 | 14 |
| Tribunaux d'arrondissement | 33 | 68 | 101 |
| Parquets d'arrondissement | 26 | 16 | 42 |
| Justices de paix | 8 | 25 | 33 |
| Total | 88 | 143 | 231 |

Figure 12: Evolution de la proportion des magistrats des juridictions judiciaires par sexe



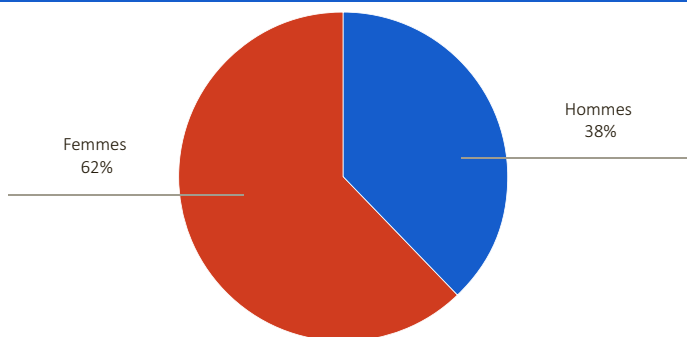
³ Nombre de postes sans distinction de la tâche horaire occupée en décembre 2017.

Tableau 5: Nombre de magistrats des juridictions administratives par sexe

| | Hommes | Femmes | Total |
|------------------------|----------|----------|-----------|
| Cour administrative | 4 | 1 | 5 |
| Tribunal administratif | 5 | 8 | 13 |
| Total | 9 | 9 | 18 |

Tableau 6: Personnel administratif des juridictions judiciaires par sexe

| | Hommes | Femmes | Total |
|----------------------------|------------|------------|------------|
| Cour supérieure de justice | 8 | 10 | 18 |
| Parquet général | 39 | 30 | 69 |
| Tribunaux d'arrondissement | 46 | 69 | 115 |
| Parquets d'arrondissement | 37 | 41 | 78 |
| Justices de paix | 24 | 40 | 64 |
| SCAS | 12 | 81 | 93 |
| Total | 166 | 271 | 431 |

Figure 13: Proportion du personnel administratif des juridictions judiciaires selon le sexe**Tableau 7: Personnel administratif des juridictions administratives par sexe**

| | Hommes | Femmes | Total |
|------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Cour administrative | 2 | 2 | 4 |
| Tribunal administratif | 3 | 8 | 11 |
| Personnel commun | 6 | 8 | 8 |
| Total | 11 | 12 | 23 |

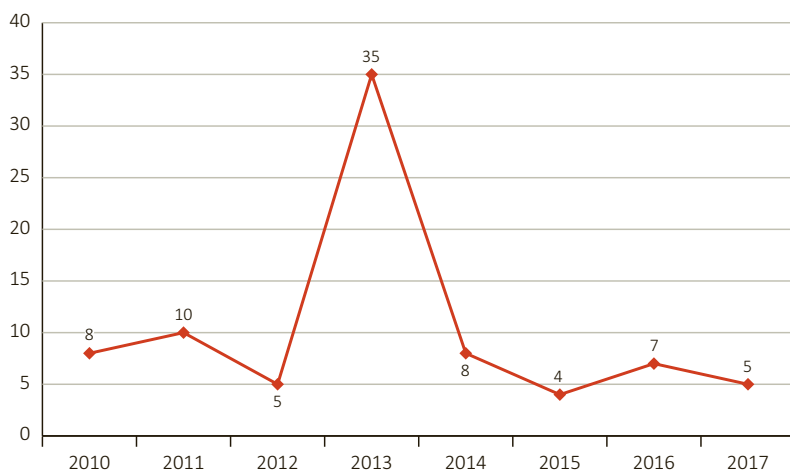
III. Cour constitutionnelle

La Cour constitutionnelle, créée par la loi du 27 juillet 1997, statue sur la conformité des lois à la Constitution.

Elle est saisie, à titre préjudiciel, lorsqu'une question relative à la conformité d'une loi à la Constitution se pose devant une juridiction de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif. Elle statue, par voie d'arrêt, sur la conformité des lois à la Constitution, à l'exception de celles qui portent approbation de traités.

Les arrêts de la Cour constitutionnelle sont publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil de législation, dans les trente jours de leur prononcé.

Figure 14: Arrêts définitifs rendus par la Cour constitutionnelle⁴



⁴ En 2013, la même question préjudicielle fut posée par le Tribunal administratif dans 21 dossiers, ce qui explique le pic exceptionnel dans le nombre de décisions rendues.



IV. Cour supérieure de justice et Parquet général

Au sommet de la hiérarchie des juridictions de l'ordre judiciaire se trouve la Cour supérieure de justice, qui comprend la Cour de cassation et la Cour d'appel, ainsi que le Parquet général.

A. Cour de cassation

Sont principalement portés devant la Cour de cassation, qui comprend une chambre siégeant au nombre de cinq conseillers: les affaires en annulation («en cassation») des arrêts rendus par les différentes chambres de la Cour d'appel et des jugements rendus en dernier ressort par les autres juridictions.

La Cour de cassation ne procède pas à un troisième examen des faits du dossier, mais vérifie si, lors de la procédure et dans la décision elle-même, toutes les lois entrant en ligne de compte ont été correctement appliquées.

Tableau 8: Activités de la Cour de cassation

| | 2016 | 2017 |
|--------------------|------|------|
| Nouvelles affaires | 180 | 185 |
| Arrêts définitifs | 155 | 164 |

Tableau 9: Arrêts rendus par la Cour de cassation par matière

| | 2016 | 2017 |
|--------------------|------------|------------|
| Chambre du conseil | 12 | 23 |
| Civil | 27 | 39 |
| Commerce | 19 | 16 |
| Correctionnel | 34 | 34 |
| Criminel | 2 | 7 |
| Jeunesse | 2 | 1 |
| Référé civil | 3 | 1 |
| Référé divorce | 1 | 1 |
| Sécurité sociale | 15 | 13 |
| Travail | 11 | 10 |
| Autre | 29 | 19 |
| Total | 155 | 164 |



B. Cour d'appel

La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent normalement au nombre de trois conseillers. Elle connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail par les deux arrondissements judiciaires du pays.

Les juges d'appel procèdent à un nouvel examen de l'ensemble du dossier, tant des faits que du droit applicable.

Tableau 10: Nouvelles affaires de la Cour d'appel par matière

| | 2016 | 2017 |
|-----------------------------------|--------------|--------------|
| Civile, commerciale et de travail | 1.265 | 1.202 |
| Criminelle et correctionnelle | 509 | 498 |
| Chambre du conseil | 371 | 377 |
| Total | 2.145 | 2.077 |

Tableau 11: Arrêts définitifs rendus par matière

| | 2016 | 2017 |
|---|--------------|--------------|
| Civile | 485 | 564 |
| Commerciale | 209 | 189 |
| Travail | 288 | 241 |
| <i>dont licenciements</i> | 205 | 178 |
| Référé | 159 | 140 |
| Exequatur | 7 | 7 |
| Violence domestique | 6 | 1 |
| Criminelle | 30 | 26 |
| Correctionnelle | 575 | 444 |
| Chambre du conseil (chambres correctionnelles et criminelle) | 67 | 86 |
| Chambre du conseil de la Cour d'appel | 764 | 809 |
| Total | 2.590 | 2.481 |

C. Parquet général

Le Parquet général, dirigé par le Procureur général d'Etat, représente le ministère public auprès de la Cour supérieure de justice, donc auprès de la Cour d'appel et de la Cour de cassation.

Outre ses missions auprès des juridictions supérieures, le Parquet général est chargé entre autre:

- du service d'exécution des peines,
- du Service central d'assistance sociale (SCAS).

Le Procureur général d'Etat fait encore office d'autorité centrale en matière d'entraide pénale internationale et en matière d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale tant au sein de l'Union européenne qu'en dehors de celle-ci.

Tableau 12: Dossiers pénaux

| | 2016 | 2017 |
|---------------------------------------|------|------|
| Nouvelles affaires | 475 | 458 |
| Affaires transmises à la Cour d'appel | 509 | 498 |

a. Casier judiciaire

L'année 2017 a été marquée par une réorganisation du casier judiciaire, entrée en vigueur le 1er février. Pour les personnes physiques le nombre de bulletins est passé de deux à cinq et pour les personnes morales de deux à trois.

Le bulletin le plus sollicité, en général pour refléter l'honorabilité d'une personne dans le cadre d'une recherche de travail, est le n°3 avec un total de 137.596 d'extraits pour l'année 2017, dont presque 134.000 portant la mention «néant».

En considérant tous les extraits de bulletins émis en 2017 (mis à part le bulletin n°5 qui concerne la protection des mineurs), le chiffre global s'élève à 246.690, contre 221.766 de copies pour 2016, soit une augmentation de plus de 11%.

Pour ce qui est du bulletin n°5, 33.912 extraits ont été émis au total, dont seulement 54 «positifs», faisant état de toutes les condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur, ainsi que les interdictions professionnelles prohibant un contact régulier avec des mineurs.

Reste à signaler une nouveauté concernant les administrations publiques. Depuis le 1er février elles peuvent faire la demande auprès de l'Administration judiciaire pour l'obtention d'un extrait du casier judiciaire via l'espace professionnel y dédié et sécurisé sur MyGuichet.lu.

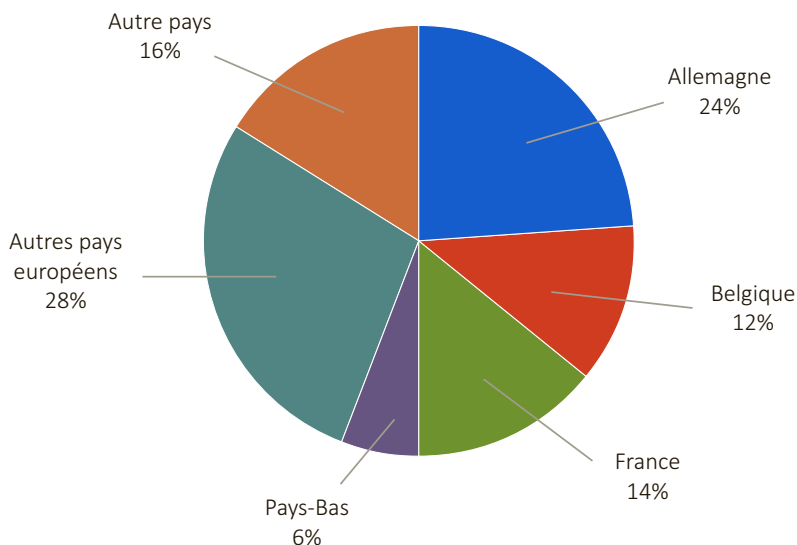
Tableau 13: Bulletins délivrés par le Service du casier judiciaire

| | 2016 | 2017 |
|--------------|---------|---------|
| Bulletin n°1 | 52.329 | 58.762 |
| Bulletin n°2 | 169.437 | 17.304 |
| Bulletin n°3 | NAP | 137.596 |
| Bulletin n°4 | NAP | 33.028 |
| Bulletin n°5 | NAP | 33.912 |

b. L'entraide internationale en matière pénale

**Tableau 14: Autres activités du Parquet général
– les commissions rogatoires internationales (CRI)**

| | 2016 | 2017 |
|-------------------------------|------|------|
| Nouvelles demandes CRI | 811 | 693 |
| CRI renvoyées après exécution | 766 | 855 |
| CRI refusées | 23 | 28 |

Figure 15: Proportion des CRI reçues selon le pays d'origine

c. Recouvrement des aliments à l'étranger⁵ et aspects civils liés à un enlèvement international d'enfants⁶

Tableau 15: Demandes d'assistance reçues

| | 2016 | 2017 |
|---|------|------|
| Dossiers de recouvrement d'aliments | 96 | 118 |
| Nombre d'enfants concernés | 116 | 151 |
| Créanciers majeurs d'aliments | 2 | 1 |
| Dossiers d'enlèvement international d'enfants | 20 | 18 |
| Nombre d'enfants mineurs concernés | 30 | 28 |

⁵ Dans le cadre du Règlement (CE) n°4/2009 et de la Convention de New York du 20 juin 1956.

⁶ Dans le cadre de la Convention de La Haye 25 octobre 1980.

d. Service des recours en grâce

Tableau 16: Chiffres clés du service des recours en grâce

| | 2016 | 2017 |
|---|------|------|
| Demandes en grâce soumises à la Commission de grâce pour avis | 338 | 293 |
| <i>Avis défavorables</i> | 180 | 165 |
| <i>Avis favorables</i> | 141 | 107 |
| <i>Autres décisions</i> | 17 | 21 |

e. Service d'accueil et d'information juridique

Tableau 17: Consultants du service d'accueil et d'information juridique

| | 2016 | 2017 |
|-------------------------|-------|-------|
| Nombre de consultations | 6.677 | 6.641 |
| <i>Luxembourg</i> | 6.222 | 6.129 |
| <i>Diekirch</i> | 455 | 512 |

f. Service d'information juridique «droits de la femme»

**Tableau 18: Activités du Service d'information juridique
«droits de la femme»**

| | 2016 | 2017 |
|-------------------------|------|------|
| Nombre de consultations | 196 | 120 |

g. Service de documentation

Tableau 19: Interrogations de la base de données juridiques

| | 2016 | 2017 |
|--|--------|--------|
| Nombre de demandes d'interrogation | 7.506 | 8.632 |
| <i>Avocats</i> | 6.792 | 7.337 |
| <i>Magistrats</i> | 48 | 47 |
| <i>Administrations</i> | 45 | 143 |
| <i>Divers</i> | 621 | 1.105 |
| Nombre d'extraits contenus dans la base de données | 27.631 | 28.386 |



h. Service central d'assistance sociale

Le Service central d'assistance sociale (SCAS) est un service du Parquet général.

Il est divisé en quatre sous-services, à savoir ceux de la protection de la jeunesse, des tutelles, de la probation et de l'aide aux victimes.

Dans le cadre de la présentation des chiffres 2017, l'accent est mis sur le Service de la probation.

Ce service assure le suivi psycho-social des personnes condamnées à une peine de prison respectivement à une peine alternative et soutient la réhabilitation et la réinsertion des détenus et probationnaires.

Figure 16: Nombre de mesures suivies

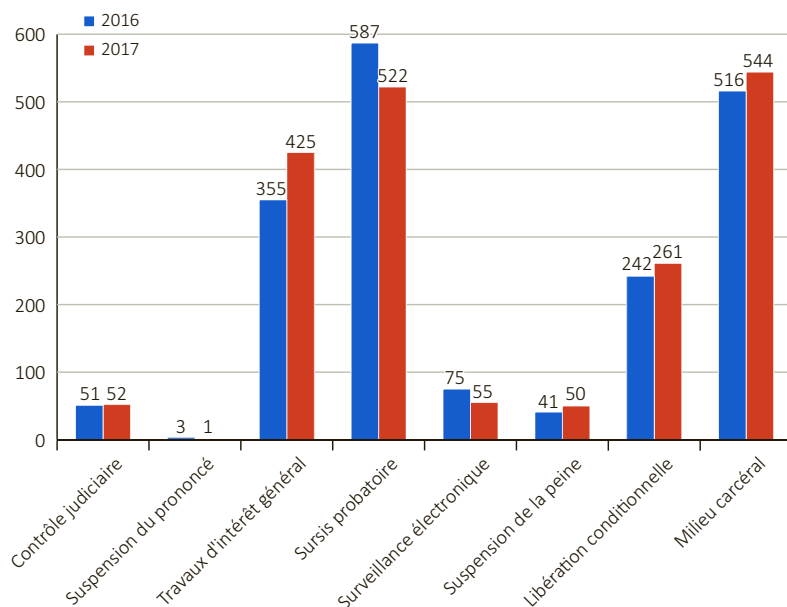


Tableau 20: Nombre de mesures suivies

| | 2016 | 2017 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|
| Contrôle judiciaire | 51 | 52 |
| Suspension du prononcé | 3 | 1 |
| Travaux d'intérêt général | 355 | 425 |
| Sursis probatoire | 587 | 522 |
| Surveillance électronique | 75 | 55 |
| Suspension de la peine | 41 | 50 |
| Libération conditionnelle | 242 | 261 |
| Milieu carcéral | 516 | 544 |
| Total | 1.870 | 1.910 |
| Nombre d'enquêtes sociales réalisées | 92 | 56 |

En vue de favoriser la réinsertion des clients, de contrôler le respect des conditions liées à la mesure alternative et afin de pouvoir réaliser des enquêtes sociales pour informer les autorités judiciaires de la situation des

clients, les 18 agents de probation, criminologues et psychologues œuvrant au sein de l'équipe de la probation, mènent des entretiens réguliers avec les probationnaires respectivement détenus, effectuent des visites à domicile et accompagnent les clients lors de congés pénaux et pour réaliser des démarches souvent administratives. Le contact avec la famille du concerné fait également partie du travail du service de probation.

Tableau 21: Contacts avec les probationnaires et détenus

| | 2017 |
|--------------------|-------|
| Entretiens menés | 3.856 |
| <i>au bureau</i> | 2.063 |
| <i>au CPL</i> | 1.176 |
| <i>au CPG</i> | 617 |
| Clients non venus | 774 |
| Visites à domicile | 481 |
| Accompagnements | 46 |
| Congés accompagnés | 62 |

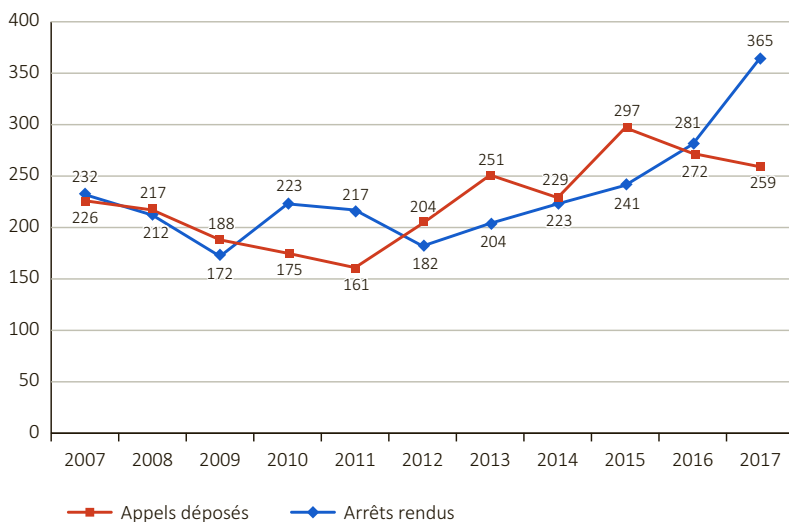
L'équipe de la probation a rédigé un total de 1.406 rapports pour informer les autorités mandantes, (dans la majorité des cas le service de l'exécution des peines) du déroulement des différentes mesures.

V. Conseil supérieur de la sécurité sociale

En vertu de la loi du 23 juillet 2016, le Conseil supérieur de la sécurité sociale fait partie, depuis le mois d'octobre 2016, de la Cour supérieure de justice.

Le Conseil supérieur de la sécurité sociale connaît des appels contre les jugements du Conseil arbitral de la sécurité sociale qui est compétent pour les recours dans toutes les affaires impliquant un organisme de sécurité sociale.

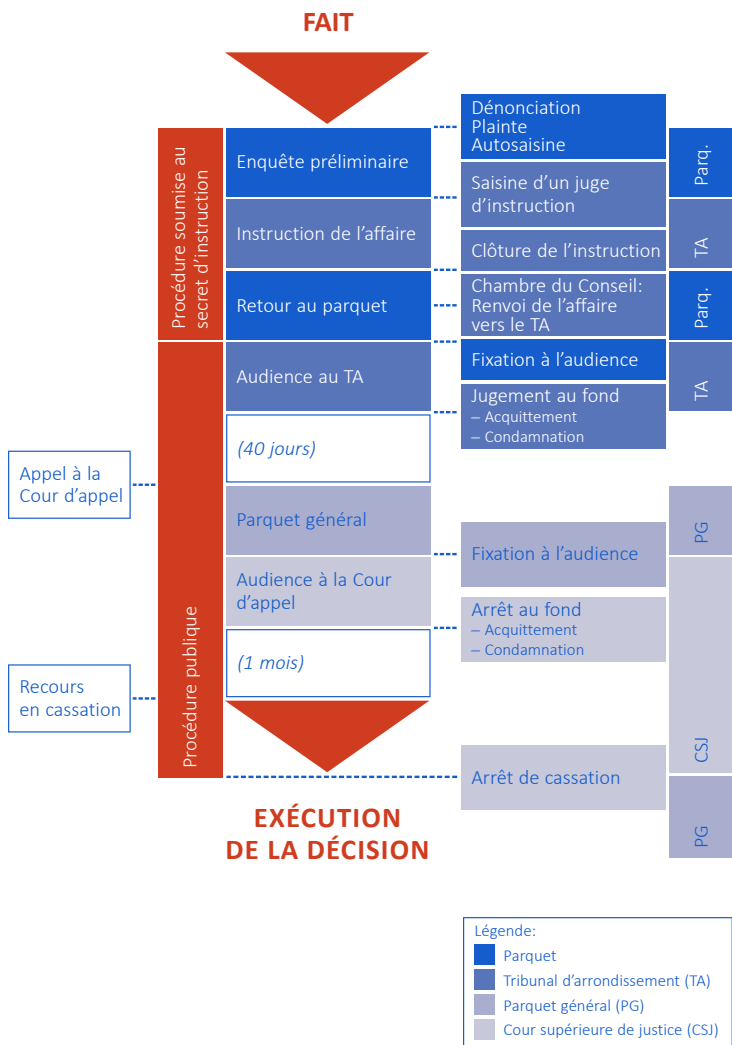
Figure 17: Evolution du nombre des appels introduits et des arrêts rendus par année





VI. Parquets et tribunaux d'arrondissement

Figure 18: Parcours d'une affaire pénale: du fait à la décision⁷



⁷ Pour rester lisible, le présent schéma ne reprend pas en détail, ni tous les aspects du parcours d'une affaire pénale ni toutes les possibilités procédurales susceptibles de se présenter.

A. Parquets

Auprès de chaque tribunal d'arrondissement il existe un parquet composé d'un procureur d'Etat et de substituts.

Le ministère public ou parquet, encore appelé «*magistrature debout*», exerce l'action publique et requiert l'application de la loi. Il a ainsi pour mission de représenter et de défendre les intérêts de la société. En cas de violation de la loi pénale, il requiert l'application d'une sanction devant le juge.

Il reçoit les plaintes et dénonciations de la part des victimes d'infractions et des services de police. Il décide souverainement, sur base du principe de l'opportunité des poursuites, des suites à y donner.

Tableau 22: Nouveaux dossiers des parquets

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|--|---------------|---------------|--------------|---------------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Nouveaux dossiers entrés | 50.130 | 54.539 | 8.904 | 10.189 |
| En matière correctionnelle / criminelle | 35.766 | 35.471 | 6.139 | 5.644 |
| <i>Droit commun</i> | 28.832 | 28.470 | 4.809 | 4.420 |
| <i>Circulation</i> | 6.934 | 7.001 | 1.330 | 1.224 |
| En matière de police | 13.210 | 17.972 | 2.148 | 3.938 |
| <i>Droit commun</i> | 1.819 | 1.960 | 318 | 328 |
| <i>Circulation</i> | 11.391 | 16.012 | 1.830 | 3.610 |
| En matière de la protection de la jeunesse | 1.154 | 1.096 | 617 | 607 |

Ne figurent pas parmi ces chiffres, les affaires de nature civile et commerciale où le procureur d'Etat est amené à prendre des conclusions orales ou écrites, partant les affaires qui n'aboutissent pas à un débat contradictoire devant une juridiction répressive, telles que les affaires de faillites, de liquidations, d'adoptions, d'exéquatur, de tutelles, d'état civil etc.

Afin de bien comprendre le travail incombant aux magistrats de chaque Parquet, il est nécessaire de spécifier encore que ceux-ci sont appelés, en dehors du traitement des dossiers dont question ci-dessus, à assurer dans leurs arrondissements respectifs une permanence pendant toute l'année, ce qui implique pour les substituts de service qu'ils seront contactés, de

jour et de nuit, chaque fois qu'une décision du procureur d'Etat est requise. Ces appels sont fréquents, également la nuit, étant donné que le contrôle soit légal, soit d'opportunité des parquets est de plus en plus requis par la loi avant que les agents de Police grand-ducale puissent exécuter certains actes contraignants en plein respect des droits des personnes concernées.

Figure 19: Répartition selon le type d'affaires

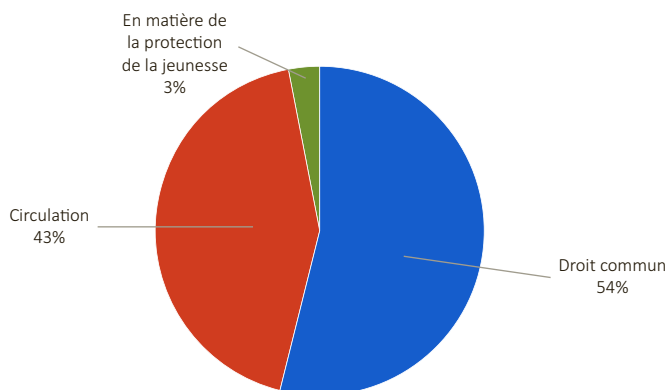


Tableau 23: Retraits immédiats du permis de conduire et interdictions de conduire (IC)

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|--|------------|-------|----------|------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Retraits immédiats du permis de conduire | 1.745 | 1.528 | 286 | 296 |
| <i>dont pour alcoolémie⁸</i> | 1.446 | 1.360 | 253 | 264 |
| <i>dont pour vitesse</i> | 299 | 168 | 31 | 32 |
| Interdictions de conduire provisoires prononcées par un juge d'instruction | 1.052 | 973 | 190 | 214 |
| Restitution de permis | 693 | 555 | 96 | 82 |
| Chauffeurs invités à un stage de réhabilitation | 102 | 117 | 28 | 58 |

8 Y compris les refus de se soumettre aux mesures de contrôle en cas de présence d'un signe d'ivresse.

B. Tribunaux d'arrondissement

Les deux tribunaux (Luxembourg et Diekirch) siègent en chambres composées en principe de trois juges. Le tribunal d'arrondissement de Luxembourg comprend 19 chambres auxquelles les affaires sont réparties par le président du tribunal en fonction des matières. Le tribunal d'arrondissement de Diekirch se compose, selon l'affaire à traiter, en chambre civile, commerciale ou pénale.

Le tribunal d'arrondissement a compétence pour des demandes supérieures à 10.000 EUR et pour les demandes dont le montant ne peut être déterminé. Il a par ailleurs compétence exclusive pour connaître des affaires qui, à raison de leur nature, lui sont expressément attribuées par la loi. Le tribunal d'arrondissement connaît encore en appel des jugements rendus en premier ressort par les justices de paix qui ont leur siège dans l'arrondissement judiciaire du tribunal.



a. Cabinet d'instruction

Auprès de chaque tribunal d'arrondissement il existe un cabinet d'instruction composé de juges d'instruction, qui sont chargés d'instruire les affaires criminelles et les affaires correctionnelles. La mission principale des juges d'instruction est la direction des enquêtes judiciaires plus complexes en vue de la recherche de la vérité. Les juges d'instruction enquêtent à charge et à décharge. Ils disposent à cet effet des pouvoirs

d’instruction qui leur sont attribués par le Code de procédure pénale (CPP)⁹ et de pouvoirs juridictionnels.

Tableau 24: Activités du Cabinet d’instruction

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|---|--------------|--------------|------------|------------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Ouvertures d’informations judiciaires | 1.401 | 1.499 | 229 | 297 |
| <i>Dont ouvertures de mini-instruction¹⁰ (art. 24-1 CPP)</i> | <i>256</i> | <i>373</i> | <i>87</i> | <i>126</i> |
| Nombre de dossiers clôturés | 1.449 | 1.397 | 156 | 140 |
| Validations de saisie d’un véhicule | 374 | 351 | 43 | 43 |
| Commissions rogatoires internationales reçues | 770 | 678 | 14 | 6 |
| Mesures effectuées | | | | |
| <i>Autopsies</i> | <i>63</i> | <i>83</i> | <i>16</i> | <i>18</i> |
| <i>Descentes sur les lieux</i> | <i>38</i> | <i>26</i> | <i>1</i> | <i>3</i> |
| <i>Interrogatoires</i> | <i>1.147</i> | <i>1.017</i> | <i>243</i> | <i>188</i> |

b. Chambre du conseil

La chambre du conseil est une juridiction d’instruction qui siège en formation collégiale (trois juges) et en audience non publique.

La chambre du conseil est compétente entre autre pour les:

- demandes de mise en liberté provisoire pendant la détention préventive,
- demandes en mainlevée d’une interdiction de conduire provisoire,
- demandes en mainlevée/restitution d’objets, fonds et documents saisis,

9 Depuis le 1^{er} avril 2017, la dénomination Code de procédure pénale (CPP) a remplacé celle du Code d’instruction criminelle (CIC).

10 Mini-instruction: Saisine du juge d’instruction pour un acte d’instruction ponctuel seulement.

- requêtes en nullité contre des actes d'instruction,
- requêtes en fermeture d'établissement.

A la fin de la procédure d'instruction la chambre du conseil décide de renvoyer l'inculpé devant une juridiction de jugement, c'est-à-dire devant la chambre criminelle, une chambre correctionnelle ou le tribunal de police. Elle peut cependant également prononcer un non-lieu à procéder s'il n'y a pas d'indices suffisants dans le dossier.

Tableau 25: Activités de la Chambre du conseil

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|--|------------|------|----------|------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Ordonnances (sans débat contradictoire) | | | | |
| Renvois devant le tribunal de police | 305 | 272 | 148 | 122 |
| Renvois devant le tribunal correctionnel | 643 | 470 | 89 | 88 |
| Renvois devant la chambre criminelle | 42 | 42 | | 7 |
| Non-lieu | 225 | 188 | 52 | 22 |
| Ordonnances pénales | 812 | 891 | 201 | 124 |
| Ordonnances en matière d'entraide judiciaire pénale internationale | 644 | 533 | 14 | 12 |
| Ordonnances (après débat contradictoire) | | | | |
| Demandes de mise en liberté provisoire | 780 | 855 | 85 | 106 |
| Demandes de mainlevée d'une interdiction de conduire provisoire | 302 | 243 | 20 | 21 |
| Demandes de mainlevée de saisie ou en restitution d'objets | 227 | 176 | 42 | 30 |
| Demandes de mainlevée ou de révocation du contrôle judiciaire | 21 | 19 | 0 | 0 |

c. Tribunal siégeant en matière pénale

Tableau 26: Jugements rendus par les chambres criminelles et correctionnelles du tribunal d'arrondissement

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|--|------------|-------|----------|------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Chambres criminelles | | | | |
| Jugements au fond | 32 | 41 | 10 | 2 |
| Jugements en chambre du conseil | 16 | 31 | 2 | 2 |
| Personnes condamnées par jugement au fond | 36 | 56 | 11 | 2 |
| Personnes acquittées | 7 | 7 | 2 | 1 |
| Chambres correctionnelles | | | | |
| Jugements au fond rendus en formation collégiale ¹¹ | 1.317 | 1.252 | 216 | 244 |
| <i>Dont jugements sur accord</i> | 11 | 17 | 3 | 4 |
| Jugements au fond rendus par juge unique ¹² | 1.861 | 1.929 | 460 | 358 |
| Jugements en chambre du conseil | 288 | 286 | 62 | 36 |
| Personnes condamnées par jugement au fond | 3.358 | 3.365 | 725 | 682 |
| Personnes acquittées | 224 | 205 | 47 | 28 |
| Ordonnances pénales (OP) ¹³ | 812 | 891 | 201 | 124 |

11 Jusqu'en 2015, les jugements rendus à l'encontre d'un témoin défaillant et ceux prononcés en chambre du conseil figuraient également dans cette rubrique.

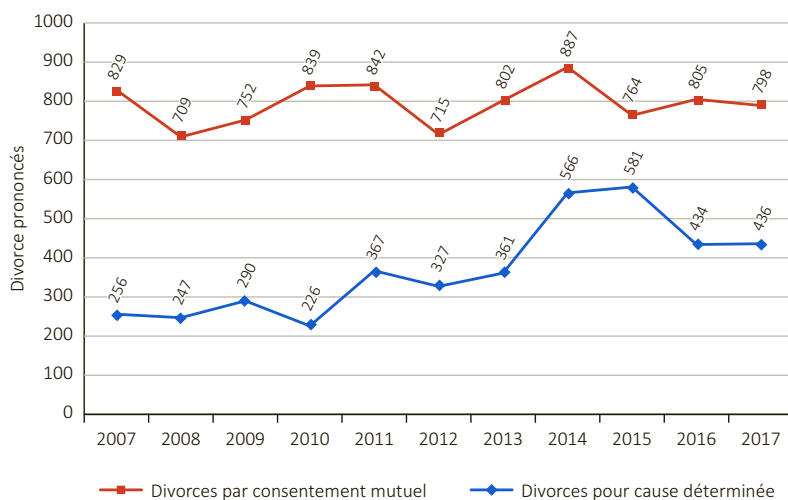
12 Ces jugements concernent essentiellement des affaires de circulation telles que des affaires de conduite en état d'ivresse ou en infraction à la loi sur les assurances.

13 Ordonnance pénale (OP): Jugement pénal pris, selon le cas, par le tribunal correctionnel ou le juge de police lorsque le procureur d'Etat estime que le délit ou la contravention reproché au prévenu est suffisamment sanctionné par une amende à laquelle peut s'ajouter une interdiction de conduire en matière de circulation. Le prévenu se voit remettre au préalable les pièces du dossier, mais n'est pas convoqué à une audience devant le juge pénal. Si le prévenu n'accepte pas la peine prononcée par le juge, il dispose de voies de recours permettant un débat contradictoire.

d. Tribunal siégeant en matière civile et commerciale

Tableau 27: Nouvelles affaires en matière civile

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|-------------------------|------------|-------|----------|------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Première instance | 2.499 | 2.888 | 440 | 488 |
| Appels justices de paix | 413 | 460 | 31 | 21 |

Figure 20: Evolution du total des divorces prononcés par les tribunaux d'arrondissement par année civile¹⁴

14 Pour les années civiles antérieures à 2015: www.statistiques.public.lu (consulté le 06/03/2017)

Tableau 28: Jugements rendus en matière civile

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|---|--------------|--------------|------------|------------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Jugements rendus en première instance | 2.923 | 2.830 | 432 | 466 |
| <i>en matière d'exequatur¹⁵</i> | 19 | 19 | 3 | 1 |
| <i>en matière d'adoption</i> | 103 | 109 | 16 | 14 |
| <i>en matière de divorce et séparation de corps (toutes décisions confondues)</i> | 1.125 | 1.164 | 245 | 242 |
| <i>en matière de placement en psychiatrie</i> | 96 | 88 | 7 | 4 |
| <i>en matière de saisie immobilière</i> | 55 | 38 | 1 | 6 |
| <i>en matière d'intérêts civils¹⁶</i> | 14 | 27 | 1 | 5 |
| <i>sur requête</i> | 123 | 96 | 0 | 3 |
| <i>en d'autres matières civiles</i> | 1.388 | 1.289 | 159 | 191 |
| Jugements d'appels rendus | 405 | 388 | 32 | 60 |
| <i>en matière civile</i> | 180 | 174 | 32 | 22 |
| <i>en matière commerciale</i> | 27 | 168 | 0 | 38 |
| <i>en matière de bail à loyer</i> | 185 | 37 | 0 | 0 |
| <i>en matière de saisies sur salaire</i> | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>en d'autres matières</i> | 13 | 9 | 0 | 0 |
| Jugements rendus sur opposition | 3 | 3 | 3 | 1 |
| Total des jugements rendus | 3.331 | 3.221 | 467 | 527 |

Tableau 29: Nouvelles affaires en matière commerciale

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|--------------------|------------|-------|----------|------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Nouvelles affaires | 2.137 | 1.949 | 294 | 411 |

15 Jusqu'en 2015, les jugements en matière d'exequatur figuraient parmi les jugements rendus «en d'autres matières civiles». Il y a lieu de souligner que suite à la mise en place de nouveaux compteurs statistiques en 2016, les chiffres pour ce dernier exercice ont pu être établis d'une manière beaucoup plus détaillée que pour les années précédentes.

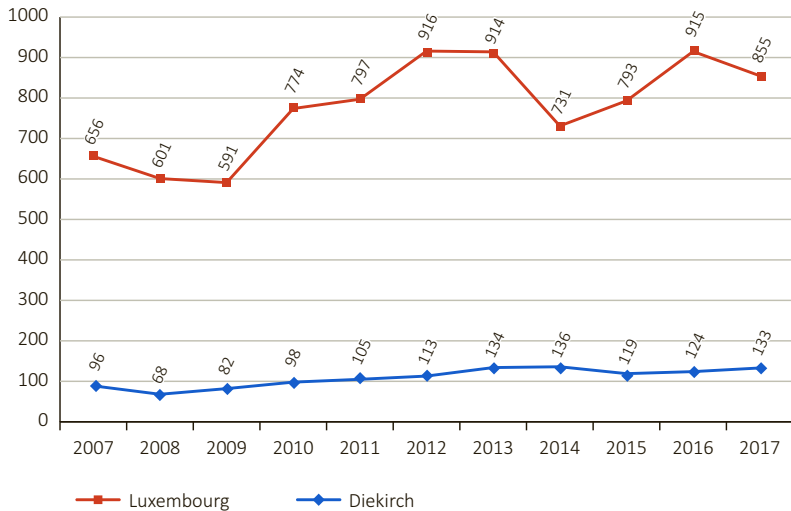
16 Jugements rendus par une composition civile mais siégeant en matière correctionnelle.

Tableau 30: Jugements rendus en matière commerciale

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|---|--------------|--------------|------------|------------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Jugements en matière commerciale | 511 | 464 | 93 | 72 |
| <i>Contradictaires</i> | 362 | 364 | 81 | 62 |
| <i>Par défaut</i> | 149 | 100 | 12 | 10 |
| Jugements de faillite ou de liquidation | 2.768 | 2.587 | 325 | 414 |
| <i>Déclaratifs de faillite</i> | 915 | 855 | 124 | 133 |
| <i>Déclaratifs de liquidation</i> | 454 | 444 | 59 | 44 |
| <i>Clôture de faillite</i> | 886 | 782 | 98 | 142 |
| <i>Clôture de liquidation</i> | 513 | 506 | 44 | 95 |
| Jugements en cours de procédure | 1.620 | 1.167 | 263 | 409 |
| <i>Homologation de transaction</i> | 16 | 21 | 1 | 0 |
| <i>Opposition à faillite</i> | 85 | 69 | 14 | 12 |
| <i>Opposition à liquidation</i> | 4 | 5 | 1 | 1 |
| <i>Pro Deo</i> | 589 | 511 | 104 | 154 |
| <i>Autres matières</i> | 926 | 339 | 143 | 203 |
| Total des jugements rendus | 4.899 | 4.218 | 681 | 895 |
| Autres décisions prises | 2 | 120 | 0 | 1 |
| Arrangements en justice | 29 | 11 | 0 | 0 |

TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT
DE LUXEMBOURG

TRIBUNAL DE COMMERCE
RECEPTION 1er ETAGE

Figure 21: Jugements déclaratifs de faillite

e. Tribunal de la jeunesse et des tutelles

Chaque tribunal d'arrondissement comprend une section dénommée tribunal de la jeunesse et des tutelles.

Ses compétences en matière de jeunesse sont de:

- veiller à l'application de la législation sur la protection de la Jeunesse,
- trancher le désaccord entre le père et la mère sur l'exercice de l'autorité parentale sur leur(s) enfant(s) commun(s),
- modifier ou compléter après le prononcé définitif du divorce les mesures prises en matière de garde des enfants.

En matière de tutelle elle a pour compétence de:

- veiller à l'application de la législation en matière de tutelle et des autres mesures de protection à l'égard des incapables,
- décider sur les demandes en institution de la tutelle aux prestations sociales prévue au bénéfice d'un mineur.

**Tableau 31: Activités du tribunal de la jeunesse**

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|---|------------|------|----------|------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Protection de la jeunesse (loi 10.08.1991) | | | | |
| Affaires nouvelles | 505 | 511 | 162 | 145 |
| Jugements | 312 | 297 | 80 | 67 |
| Ordonnances et mesures | 713 | 778 | 159 | 163 |
| <i>Mesures de congé accordées</i> | 157 | 151 | 41 | 47 |
| <i>Mesures de congé révoquées</i> | 25 | 23 | 7 | 7 |
| <i>Mesures réglant le droit de visite</i> | 28 | 24 | 2 | 4 |
| <i>Mesures de garde provisoire</i> | 200 | 233 | 76 | 96 |
| <i>Ordonnances de nomination d'avocat</i> | 62 | 55 | 7 | 14 |
| <i>Ordonnances de renvoi au parquet</i> | 2 | 5 | 0 | 3 |
| <i>Ordonnances de transfert</i> | 102 | 128 | 0 | 4 |
| <i>Autres ordonnances et mesures</i> | 137 | 159 | 26 | 42 |
| Matière civile (Art. 302 du Code civil) | | | | |
| Affaires nouvelles | 144 | 131 | 16 | 27 |
| Jugements | 138 | 151 | 22 | 27 |
| Ordonnances | 22 | 25 | 0 | 0 |

Tableau 32: Activités du tribunal de tutelle des majeurs

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|---|------------|-------|----------|------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Affaires nouvelles | 399 | 478 | 115 | 116 |
| Audition de la personne concernée | 474 | 398 | 155 | 117 |
| Nombre de dossiers gérés par le juge des tutelles majeurs | 3.364 | 3.324 | 684 | 693 |
| Jugements | 433 | 323 | 99 | 97 |
| <i>Déclaration de tutelle</i> | 274 | 168 | 62 | 56 |
| <i>Déclaration de curatelle</i> | 139 | 134 | 30 | 33 |
| <i>Jugements de main levée</i> | 11 | 15 | 3 | 4 |
| <i>Jugements de refus</i> | 9 | 6 | 4 | 4 |
| Ordonnances | 1.091 | 1.230 | 498 | 469 |
| <i>Mesures de sauvegarde</i> | 194 | 191 | 101 | 91 |
| <i>Ordonnances avant jugement</i> | 520 | 635 | 259 | 230 |
| <i>Ordonnances après jugement</i> | 377 | 404 | 138 | 148 |
| Actes notariés | 93 | 101 | 23 | 32 |

Tableau 33: Activités du tribunal de tutelle des mineurs

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|---|------------|------|----------|------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Affaires nouvelles | 724 | 790 | 169 | 142 |
| Jugements | 370 | 386 | 62 | 48 |
| Ordonnances – tutelles, mères mineures, demandeurs d'asile, ... | 257 | 243 | 40 | 16 |
| <i>Accouchements anonymes</i> | 8 | 3 | 2 | 0 |
| <i>(dont consentements à l'adoption dans le cadre des accouchements anonymes)</i> | (6) | (3) | (2) | (0) |
| <i>Désignation d'un administrateur public (tutelles)</i> | 36 | 61 | 10 | 4 |
| <i>Désignation d'un administrateur ad hoc (tutelles)</i> | 27 | 34 | 8 | 5 |
| <i>Désignation d'un administrateur public (demandeurs d'asile)</i> | 60 | 58 | 16 | 4 |
| <i>Désignation d'un administrateur ad hoc (demandeurs d'asile)</i> | 123 | 81 | 4 | 1 |
| <i>Autres ordonnances en la matière</i> | 3 | 6 | 0 | 2 |
| Ordonnances en matière de l'art. 380 | 23 | 51 | 0 | 4 |
| <i>Ordonnances de nomination d'avocat</i> | 13 | 32 | 0 | 0 |
| <i>Ordonnances de médiation familiale</i> | 7 | 13 | 0 | 2 |
| <i>Autres ordonnances en la matière</i> | 3 | 6 | 0 | 2 |
| Ordonnances en matière de successions | 234 | 308 | 63 | 64 |
| <i>Acceptations /renonciations</i> | 127 | 119 | 37 | 37 |
| <i>Ventes</i> | 37 | 54 | 14 | 22 |
| <i>Autres ordonnances</i> | 70 | 135 | 12 | 5 |
| Extraits du plumitif de tutelle | 48 | 6 | 1 | 1 |
| Actes notariés | 19 | 22 | 6 | 6 |
| Déclarations | 122 | 196 | 25 | 28 |
| <i>Déclarations d'autorité parentale conjointe</i> | 97 | 181 | 22 | 27 |
| <i>Déclarations de changement de nom</i> | 25 | 15 | 3 | 1 |

f. Service de l'état civil

Un Service d'état civil est établi auprès de chacun des deux tribunaux d'arrondissement: celui de Luxembourg est installé près de la Cité judiciaire à la Résidence St Esprit, bâtiment CO, celui de l'arrondissement judiciaire de Diekirch dans le Palais de Justice de Diekirch.

Chacun de ces services réceptionne les doubles des registres de l'état civil tenus dans les communes de leur arrondissement. Il fait le suivi des actes d'état civil (naissances, mariages, divorces, décès, etc.) qu'il reporte sur les doubles des registres respectifs sous forme de «mentions marginales», c'est-à-dire d'inscriptions faites en marge de l'écriture originale.

Un guichet accessible au public est installé au service pour permettre la délivrance de copies d'acte aux intéressés. Le Service de l'état civil émet également des copies d'actes aux notaires et entretient des relations directes avec les officiers de l'état civil de l'arrondissement.

La bonne tenue des registres est vérifiée à la diligence du Service de l'état civil en collaboration avec le procureur d'État qui est également compétent pour autoriser un accès aux registres par des chercheurs généalogistes ou historiens pour des actes de moins de cent ans. Les registres dépassant cet âge sont transférés aux Archives nationales.

Tableau 34: Evolution des extraits délivrés et mentions inscrites

| | Luxembourg | | Diekirch | |
|-------------------------------|------------|-------|----------|-------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Extraits délivrés | 5.511 | 6.794 | 2.047 | 1.227 |
| Mentions marginales inscrites | 8.719 | 9.500 | 2.447 | 3.002 |



JP

JUSTICE DE PAIX

VII. Justices de paix

Il y a trois justices de paix, à savoir une à Luxembourg, une à Esch-sur-Alzette et une à Diekirch.

Le juge de paix qui siège comme juge unique est compétent, en matière civile et commerciale, pour les litiges jusqu'à la valeur de 10.000 €; il est en outre compétent, sans limitation de valeur, en matière de bail à loyer, de saisie-arrêt sur salaire, de pension alimentaire non rattachée à une instance de divorce ou séparation de corps, de bornage, de possessoire, de servitudes et de surendettement. En matière civile et commerciale, personnelle, mobilière et immobilière, le juge de paix est compétent en dernier ressort jusqu'à la valeur de 2.000 €. L'appel des jugements rendus en matière civile, commerciale et de police est porté devant les sections du Tribunal d'arrondissement connaissant de ces appels.

Le tribunal de police est compétent pour les infractions qualifiées de contraventions, celles qui lui sont attribuées par la loi et les affaires pénales renvoyées par la chambre du conseil.

Les juridictions du travail, compétentes pour les affaires de travail, à savoir le tribunal du travail qui est composé par un juge de paix, un assesseur-patron et un assesseur-salarié et la juridiction présidentielle compétente notamment en matière de référé travail, sont intégrées aux justices de paix. Leur compétence n'est pas limitée par la valeur financière du litige. Le tribunal du travail connaît en dernier ressort des contestations jusqu'à la valeur de 1.250 €. L'appel des jugements rendus par les juridictions de travail est porté devant la cour d'appel.

Le contentieux de masse traité par les justices de paix est constitué par les ordonnances rendues par un juge sur requête sans passer par une audience à savoir les ordonnances de paiement et les saisies et celles rendues sur réquisitoire du parquet notamment les ordonnances.

Entrent également dans le champ de compétence du juge de paix deux procédures civiles européennes. Ainsi le juge de paix connaît également jusqu'à concurrence de 10.000 € des demandes en délivrance d'une injonction de payer européenne introduites sur base du règlement (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 (note 21) ainsi que des procédures de règlement des petits litiges poursuivies en application règlement (CE) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007.

Tableau 35: Nouvelles affaires

| | Diekirch | | Esch/Alzette | | Luxembourg | |
|---|----------|--------|--------------|--------|------------|--------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Affaires civiles et commerciales | 249 | 273 | 1.104 | 945 | 1.778 | 1.603 |
| <i>dont pensions alimentaires</i> | ND | ND | 175 | 188 | 150 | 220 |
| Bail à loyer | 313 | 284 | 629 | 665 | 940 | 853 |
| Travail | 297 | 246 | 282 | 228 | 876 | 834 |
| Référé travail | | 48 | 227 | 211 | 387 | 308 |
| Saisies-arrêts sur salaire et s.-a. pension alimentaire | 2.755 | 2.530 | 5.357 | 4.779 | 5.941 | 5.806 |
| OPA | 16.052 | 15.023 | 31.297 | 32.781 | 28.923 | 27.753 |
| IPA | 39 | 50 | 85 | 56 | 168 | 163 |
| Petits litiges | 72 | 30 | 178 | 186 | 240 | 226 |

Tableau 36: Décisions prises

| | Diekirch | | Esch/Alzette | | Luxembourg | |
|--|----------|--------|--------------|--------|------------|--------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Civiles et commerciales | 304 | 367 | 800 | 691 | 1.086 | 1.073 |
| <i>dont pensions alimentaires</i> | 81 | 76 | 166 | 178 | 136 | 134 |
| Bail à loyer | 257 | 227 | 532 | 553 | 780 | 684 |
| Travail | 200 | 159 | 226 | 235 | 807 | 758 |
| Référé travail | 46 | 48 | 179 | 125 | 179 | 147 |
| Tribunal de police | 256 | 230 | 306 | 274 | 476 | 459 |
| Saisies-arrêts autorisées | 2.749 | 2.490 | 5.345 | 4.739 | 5.590 | 5.410 |
| Validation de saisies-arrêts autorisées y compris en mat. de pensions alimentaires | 570 | 491 | 1.347 | 1.475 | 1.418 | 1.341 |
| OPA | 15.917 | 14.801 | 31.040 | 32.467 | 25.324 | 26.253 |
| OP | 619 | 1.548 | 1.855 | 2.197 | 2.980 | 5.040 |
| IPA | 33 | 53 | 84 | 53 | 132 | 178 |
| Petits litiges | 17 | 12 | 122 | 169 | 95 | 137 |

Explications:

OPA (Ordonnance de paiement): Procédure judiciaire en vue de recouvrer les créances facilement vérifiables, dont le montant est inférieur à 10.000 € lorsque le débiteur est domicilié ou réside dans le Grand-Duché. Le juge statue en matière civile ou commerciale sur base d'une requête introduite par le créancier sans avoir entendu la partie adverse. Le débiteur reçoit l'ordonnance signée par le juge le condamnant au montant justifié par pièces. Si le débiteur n'accepte pas la condamnation prononcée par le juge, il dispose des voies de recours permettant un débat contradictoire.

Saisie-arrêt sur salaire et s.-a. pension alimentaire le juge fait bloquer à la demande d'un créancier entre les mains d'un tiers (tiers saisi) – normalement l'employeur – une partie du salaire due au débiteur (saisi); chaque partie pourra ensuite demander la convocation à une audience en vue de se prononcer sur la validité de la saisie. Si le juge valide la saisie, les retenues devront être continuées au créancier saisissant jusqu'au règlement de sa dette. En cas d'accord du saisi, les retenues pourront cependant être continuées même sans jugement de validation. La même procédure s'applique aussi lorsque le débiteur perçoit une rente/pension ou des indemnités de chômage/maladie.

OP (Ordonnance pénale) signé par le juge de police sur base d'un réquisitoire du procureur d'Etat qui estime que la contravention reprochée au prévenu est suffisamment sanctionnée par une amende à laquelle peut s'ajouter une interdiction de conduire en matière de circulation. Le prévenu n'est pas convoqué à une audience devant le juge de police mais reçoit en même temps que les pièces du dossier, l'ordonnance pénale signée par le juge le condamnant à une peine. Si le prévenu n'accepte pas la peine prononcée par le juge, il dispose des voies de recours permettant un débat contradictoire.

IPA (Injonction de paiement européenne): Procédure similaire à celle de l'OPA, mais pour les créances civiles et commerciales présentant un caractère transfrontalier européen. A l'instar de l'OPA, l'IPA est de la compétence de la justice de paix pour des montants inférieurs à 10.000 €. Elle est réservée aux créances incontestées. Il s'agit d'une procédure uniforme fondée sur l'utilisation de formulaires-types dans sa première phase qui est unilatérale, mais qui devient contradictoire et se poursuit conformément aux règles de la procédure civile ordinaire lorsque le débiteur forme opposition contre l'injonction de payer européenne. Elle est applicable dans tous les pays de l'Union européenne à l'exception du Danemark.

Petits litiges: Procédure simplifiée pour le recouvrement des créances présentant un caractère transfrontalier à savoir si au moins une des parties a son domicile ou sa résidence habituelle dans un Etat membre autre que l'Etat membre de la juridiction saisie. Cette procédure par échange de formulaires-types et de courriers entre le demandeur et la partie défenderesse, par l'intermédiaire des juridictions de paix, est applicable en matière civile et commerciale pour des litiges dont le montant ne dépasse pas 2.000 € (à partir du 14 juillet 2017, ce montant est porté à 5.000 €). Cette procédure, qui ne requiert pas l'intervention d'avocats et qui en règle générale ne nécessite pas le passage dans une salle d'audience, a l'avantage de limiter les coûts et les déplacements des parties. C'est un juge de la justice de paix qui tranchera le petit litige après la fin des échanges par un jugement.



VIII. Cellule de renseignement financier

La Cellule de renseignement financier (CRF) établie auprès du parquet économique et financier de Luxembourg a pour mission:

- de recevoir les déclarations de soupçon de blanchiment d'argent et/ou de financement du terrorisme des professionnels soumis à la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (LBC/FT) ou effectuées en application de l'article 23 (3) du Code de procédure pénale,
- de les analyser,
- si une infraction primaire est retenue, de disséminer les informations aux autorités de poursuite nationales ou à des homologues étrangers.

La CRF reçoit et analyse les déclarations d'opérations suspectes pour l'ensemble du territoire national.

Tableau 37: Déclarations d'opérations suspectes reçues¹⁷

| | 2015 | 2016 | Variation absolue |
|----------------------------------|--------|--------|-------------------|
| Nombre de déclarations | 11.023 | 30.710 | 19.687 |
| <i>Blanchiment de capitaux</i> | 10.956 | 30.640 | 19.684 |
| <i>Financement du terrorisme</i> | 67 | 70 | 3 |

¹⁷ Les chiffres de 2017 seront publiés dans le rapport d'activité de la CRF.

Tableau 38: Déclarations d'opérations suspectes ventilées par type de déclarant – Secteur financier

| | 2015 | 2016 | Variation absolue |
|---|---------------|---------------|-------------------|
| Assurances | 103 | 113 | 10 |
| Etablissements de crédit | 4.062 | 4.103 | 41 |
| Etablissements de monnaie électronique | 6.206 | 25.841 | 19.635 |
| Etablissements de paiement | 15 | 48 | 33 |
| Organismes de placement collectifs | 14 | 9 | -5 |
| Professionnels du secteur financier (PSF) | 373 | 318 | -55 |
| Sociétés de gestion | 57 | 54 | -3 |
| Total | 10.830 | 30.486 | 19.656 |

Tableau 39: Déclarations d'opérations suspectes ventilées par type de déclarant – Autres professions non financières désignées

| | 2015 | 2016 | Variation absolue |
|---------------------------------|------------|------------|-------------------|
| Agents immobiliers | 11 | 14 | 3 |
| Avocats | 32 | 23 | -9 |
| Casinos | 8 | 20 | 12 |
| Conseils économiques et fiscaux | 2 | 5 | 3 |
| Experts comptables | 100 | 94 | -6 |
| Marchands de biens | 1 | 7 | 6 |
| Notaires | 0 | 5 | 5 |
| Réviseurs d'entreprise | 39 | 56 | 17 |
| Total | 193 | 224 | 31 |

Tableau 40: Demandes provenant des CRF étrangères

| | 2015 | 2016 | Variation absolue |
|----------------------------------|------|------|-------------------|
| Nombre de demandes | 316 | 374 | 58 |
| <i>Blanchiment de capitaux</i> | 309 | 350 | 41 |
| <i>Financement du terrorisme</i> | 7 | 24 | 17 |

Tableau 41: Demandes vers des CRF étrangères

| | 2015 | 2016 |
|--|---------------|---------------|
| Total des échanges vers l'Union européenne | 9.867 | 34.771 |
| Échanges 'cross border' (XBR) | 8.307 | 33.731 |
| Échanges ordinaires ¹⁸ | 1.560 | 1.040 |
| Total des échanges vers les pays tiers | 920 | 1.668 |
| Total des échanges | 10.787 | 36.439 |

IX. Portail de la justice

Depuis la fin du mois de juin 2010 la justice dispose de son propre portail internet commun aux juridictions judiciaires et aux juridictions administratives (www.justice.lu).

Depuis sa mise en ligne, ce portail a été constamment adapté aux évolutions législatives. Il met à disposition du public des informations actuelles et permet un accès facile à la jurisprudence.

Ainsi sont publiées sur le site toutes les décisions rendues par la Cour constitutionnelle, la Cour de cassation et les juridictions administratives. Cette fonction est appelée à un développement important dans un futur proche.

Tableau 42: Consultations du site

| | 2016 | 2017 |
|-------------------|---------|---------|
| Visiteurs | 162.220 | 189.289 |
| Nombre de visites | 380.661 | 476.922 |

18 «Avant mars 2015, tous les échanges d'information, y compris les échanges spontanés liés au commerce électronique, s'effectuaient au moyen de requêtes ordinaires.» Rapport CRF 2015, p. 28

Contact et informations:

Service communication et presse de la justice (SCPJ)

Cité judiciaire, bâtiment CR
Plateau du Saint-Esprit
L-2080 Luxembourg

scpj@justice.etat.lu

Tél.: (+352) 47 59 81–1

Portail de la justice

www.justice.lu

Pour consulter les rapports d'activité de la justice depuis 2005 et avoir plus de détails pour l'année 2017:

www.justice.lu/fr/publications

Notes

This image shows a single sheet of white paper with horizontal blue ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

